


	<p><i>Ateliers</i>  <b><i>Anthropologie comparée du bouddhisme</i></b>  <b>2012-2013</b>  <i>Bénédicte Brac de la Perrière (CASE) et Nicolas Sihlé (CEH)</i></p>	 <p>CENTRE D'ÉTUDES HIMALAYENNES</p>
---	--	---

Dossier Dropbox<sup>1</sup> : <http://bit.ly/PCfbbS>

Atelier n° 3 :

**Relations entre État et bouddhisme :**  
**Exemples de Chine et des bordures de l'aire d'expansion du bouddhisme tibétain**  
12 avril 2013 (9h30 – 18h)

Centre Asie du Sud-Est, bâtiment Le France  
190 avenue de France, Paris 13<sup>e</sup>  
(stations Quai de la gare, ligne 6 ou Bibliothèque, ligne 14 et RER C)

*(Matinée : salle du conseil A, sous-sol)*

9h30 :

**Nicolas Sihlé** (Centre d'études himalayennes, CNRS)

**Introduction**

Partie I :

**Contextes chinois (RPC)**

*Suggestions bibliographiques regroupées pour la Partie I : <http://bit.ly/10OcWtC>*

9h45 :

**Ji Zhe** (maître de conférences INALCO ; Groupe Sociétés, Religions, Laïcités [GSRL], EPHE-CNRS)

**Le bouddhisme en Chine : de l'opium du peuple au *soft power* d'État**

Depuis les années 1980, le bouddhisme sorti des trois décennies de répression maoïste reconquiert la population à une vitesse remarquable. À partir d'une analyse des données quantitatives sur les nombres des bouddhistes et des sites bouddhiques, nous esquisserons d'abord le niveau de la mobilisation sociale de cette religion dans sa globalité. Il s'agit d'une évaluation des nombres des bouddhistes laïcs, des moines et des monastères. Ensuite, nous examinons trois rôles possibles que le bouddhisme peut jouer dans la reconfiguration politique en Chine post-maoïste: une référence spirituelle pour la protestation, une source de la religion civile et un élément du *soft power* d'État. Une attention sera particulièrement accordée à l'utilisation du bouddhisme par l'État dans sa politique extérieure.

[10h45 – 11h : pause]

<sup>1</sup> Précision technique : les liens fournis ici permettent à quiconque de parcourir le dossier en ligne Dropbox dédié à ces ateliers, et d'accéder au choix de documents PDF placés dans ces dossiers. Si vous désirez installer ce dossier sur votre ordinateur comme « dossier partagé » synchronisé (ce qui en rend l'usage encore plus simple, et permet de bénéficier automatiquement de tout ajout ou modification), prière de contacter Nicolas Sihlé (nicolas.sihle [at] gmail.com) à ce sujet.

11h :

**Claire Vidal** (doctorante, université Paris Ouest Nanterre La Défense, Laboratoire d’Ethnologie et de Sociologie Comparative)

**Des relations de pouvoir dans le bouddhisme chinois contemporain. Ethnographie d'une cérémonie de rentrée à l'Académie Bouddhiste du Putuoshan**

En Chine, l'administration de la religion bouddhique, placée sous le contrôle de l'État, réunit une pluralité d'acteurs. Les communautés monastiques, organisées en associations locales, et les autorités politiques représentées aux différents échelons du territoire (province, ville, localité), entretiennent des relations de pouvoir souvent complexes ; elles ont d'ailleurs connues de profondes transformations ces dernières années. Parallèlement à ces religieux et ces politiques, les intellectuels, érudits locaux ou professeurs d'université, participent au développement du bouddhisme chinois et à sa diffusion par delà les frontières du continent. À partir d'une ethnographie de la cérémonie de rentrée qui eut lieu en août-septembre 2012 à l'Académie Bouddhiste du Putuoshan (*Putuoshan foxueyuan*), où sont formées les nouvelles générations de moines et de nonnes bouddhistes, je propose de rendre compte des dynamiques qui fondent la relation État-Bouddhisme dans la société chinoise actuelle. Réunis au Putuoshan, haut-lieu historique du bouddhisme chinois et lieu de pèlerinage du célèbre bodhisattva *Avalokitesvara* (*Guanshiyin pusa*), les acteurs politiques, religieux et académiques venus de Chine et d'autres pays asiatiques (Thaïlande, Sri Lanka et Japon), ont chacun exposé leur propre vision du bouddhisme chinois (*han chuan fojiao*) en tant que religion en accord avec les principes fondamentaux de l'État chinois et du reste du monde. Cette cérémonie de rentrée, véritable mise en scène du fonctionnement des institutions religieuses et politiques, illustre la façon dont ces différents acteurs « fabriquent » le bouddhisme chinois et négocient ses évolutions dans une Chine qui connaît depuis quelques années un profond renouveau religieux. L'analyse de ces trois journées de festivités et de protocole organisées au sein d'un site particulièrement cosmopolite permettra notamment de saisir les logiques du champ religieux chinois pris dans des réseaux bouddhiques dont les frontières dépassent le territoire proprement chinois.

12h :

**HUANG Weishan** (research fellow, Max Planck Institute for the Study of Religious and Ethnic Diversity, Göttingen)

**City, Surveillance, and Doing Religion: a Case Study of a Transnational Buddhist Movement**

The author is interested in looking at religious groups as a location for discussion and critique in a censorial society in China through presenting a case study of the transnational Buddhist movement known as the Tzu Chi Foundation. The author will focus on the organizational changes and religious discourse of this movement at a grassroots level in a highly censorial and increasingly pluralistic city, Shanghai. Due to governmental restrictions at the provincial level of municipalities, religious practices are often invisible in public spaces, yet they are also being revitalized in private spaces. The author will look at the Chinese state as more than a totality of the regime as it is expressed through multiple local levels of authority in a transitional society. This primarily ethnography-based research found that, first, under political surveillance in the city, religious groups are not passively enduring the impact of such control, but are also actively engaging in organizational development. Secondly, religious groups can be considered as a location that creates a social space for grassroots education and, therefore, develops a more creative and fluid "popular politics" in society, offering a critique of a highly regulated society.

[13h – 14h15 : pause, avec buffet au 6<sup>e</sup> étage]

Partie II :  
**Sur les bordures de l'aire de diffusion du bouddhisme tibétain : Sikkim, Touva**  
(Salle 640, 6<sup>e</sup> étage)

14h15 :

**Mélanie Vandenhelsken** (Institut d'anthropologie sociale, Académie autrichienne des sciences – Fond autrichien pour la science)

**Bouddhisme et État au Sikkim du 20<sup>e</sup> siècle à nos jours. Les devenir d'une ancienne religion d'État dans l'Inde actuelle**

Le bouddhisme *nyingmapa* était la religion d'État du royaume du Sikkim jusqu'à l'annexion de ce dernier par l'Inde en 1975. L'implication des religieux des plus grands *gompa* du royaume dans les institutions politiques coexistait avec les efforts de « domestication » de la communauté religieuse locale de plusieurs rois et de leurs proches. Le cadre légal de la transformation du Sikkim en État fédéré de l'Inde après 1975 a laissé une place importante au soutien (ou contrôle selon certains) par l'État de la religion de l'ancienne élite dirigeante. Les monastères et le bouddhisme devinrent tout à la fois des lieux de contestation du nouveau pouvoir politique, des représentations de la tradition et de la culture à protéger et à vendre au tourisme, des ressources symboliques permettant la protection de l'État ou convoitées pour bénéficier de cette protection. Un ensemble d'éléments constitutifs du bouddhisme le rend apte à devenir une ressource à la fois pour l'État et dans le cadre de stratégies pour l'accès ou le maintien d'une représentation politique. Outre ce qu'il représente au Sikkim du fait de son histoire, il est aussi devenu un outil de la contestation de la domination des hautes castes hindoues dans une région plus fortement marquée par l'histoire népalaise que par celle de l'Inde. Des évolutions parfois fort éloignées du bouddhisme sikkimais permettent le maintien de son rôle politique à travers le temps : il a à la fois été « rationalisé » (accent mis sur l'éthique des pratiquants, le rejet des superstitions, etc.) et interprété comme un « culte de la nature », notamment du fait du culte aux divinités-montagnes.

*Suggestions bibliographiques* : <http://bit.ly/YHNRwt>

[15h15 – 15h30 : pause]

15h30 :

**Ksenia Pimenova** (docteure en sociologie du Centre d'Études Interdisciplinaires des Faits Religieux [CEIFR]/EHESS)

**Entre soutien et désengagement : les relations entre l'État et le bouddhisme dans la République de Touva (Russie) dans la période post-soviétique**

Depuis le début des années 1990 la République de Touva en Sibérie du Sud, une des trois terres historiques de l'école *Guélougpa* sur le territoire de la Russie, connaît le « renouveau » du bouddhisme. À Touva, la communauté bouddhiste doit faire face à la crise des transmissions locales, conséquence des politiques soviétiques d'interdiction de la formation religieuse et des répressions contre le clergé. Dès le début des années 1990 et jusqu'à maintenant, les bouddhistes touvas se trouvent dans une situation de double dépendance, à la fois vis-à-vis de leurs partenaires étrangers (les lamas mongols, bouriates, mais surtout les maîtres tibétains) et des représentants de l'État. Si le rôle des premiers est fondamental dans la « réimportation » de savoirs religieux à Touva, la place destinée aux seconds est celle des mécènes et de promoteurs du bouddhisme. Les représentants de l'État sont à leur tour tiraillés entre deux contraintes : le besoin de montrer leur soutien au bouddhisme dans une région où environ 60% de la population déclare appartenir à cette religion, et l'impossibilité de satisfaire toutes les aspirations spirituelles des Touvas, notamment en raison des pressions chinoises autour de la question tibétaine.

Ainsi, les relations entre l'État et le bouddhisme post-soviétique à Touva portent l'empreinte de l'évolution de la diplomatie sino-russe, du contexte légal qui définit les possibilités d'aides de la part de l'État, mais aussi de l'instabilité intérieure de la communauté bouddhique prise dans des conflits d'autorité. La complexité de ces relations – entre le soutien de l'État et son désengagement – sera illustrée à travers l'analyse de trois moments clés : d'abord, la visite du XIV<sup>e</sup> Dalaï-lama à Touva en

1992 ; ensuite, le conflit de pouvoir dans le monastère central de Touva ; enfin, l'organisation des programmes de formation de disciples touvas et le financement de la construction de temples.

*Suggestions bibliographiques* : <http://bit.ly/14nATLo>

16h30 :

**Discussion finale, animée par un discutant : Vincent Goossaert** (directeur d'études à l'EPHE et directeur adjoint du GSRL [Groupe Sociétés, Religions, Laïcités], EPHE-CNRS)

[17h15 – 17h30 : pause]

17h30 – 18h :

**Discussion de préparation des ateliers de l'année 2013-2014**